

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 41

**MINISTERE DU TRAVAIL ET
DE LA SECURITE SOCIALE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|---|-----------|
| | NOTE EXPLICATIVE | 4 |
| 1. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 5 |
| 1.1. | RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE | 6 |
| 1.2. | PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE | 7 |
| 1.3. | CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES | 8 |
| 1.4. | AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016 | 9 |
| 2. | ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 11 |
| 2.1. | PROGRAMME 541: PROMOTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE | 12 |
| 2.1.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 13 |
| 2.1.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 13 |
| 2.1.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016 | 14 |
| 2.1.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 | 15 |
| 2.2. | PROGRAMME 542: AMELIORATION DE LA PROTECTION DU TRAVAIL | 17 |
| 2.2.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 18 |
| 2.2.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 18 |
| 2.2.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016 | 19 |
| 2.2.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 | 20 |
| 2.3. | PROGRAMME 543: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE | 23 |
| 2.3.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 24 |
| 2.3.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 24 |
| 2.3.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016 | 25 |
| 2.3.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 | 27 |
| 3. | BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES | 38 |

| | | |
|------|---|----|
| 3.1. | RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE | 39 |
| 3.2. | LEÇONS APPRISES | 40 |
| 3.3. | PERSPECTIVES | 40 |

NOTE EXPLICATIVE

Le 1^{er} janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

La vision du Chef de l'Etat adoptée en 2009 est de faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), première phase de cette vision pour la période allant de 2010 à 2020, met notamment l'accent sur le Sous-Secteur Travail et Sécurité Sociale à travers un certain nombre d'axes d'interventions.

Ainsi, trois axes stratégiques interpellent le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS) à savoir : (i) l'amélioration du système existant et l'extension de la couverture sociale vers les champs personnel et matériel non couverts ; (ii) le renforcement de la fonction protection du travail ; (iii) l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur.?

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

En cohérence avec la vision nationale, le DSCE et la stratégie sectorielle du développement des Services sociaux, le sous-secteur « Travail et Sécurité Sociale » ambitionne de faire en sorte que la totalité de la population camerounaise ait un accès qualitatif à la sécurité sociale au Cameroun en tant que droit fondamental, et que le travail décent soit généralisé à tous les travailleurs et à tous les secteurs d'activités à l'horizon 2035. Pour ce faire, le sous-secteur Travail et Sécurité Sociale s'inscrit dans l'axe 1.3.4 du DSCE qui vise deux objectifs stratégiques:

Objectif stratégique 1 : Promouvoir une sécurité sociale de qualité pour tous

L'objectif national d'amélioration de la protection et de la sécurité sociales interpelle le Gouvernement sur la nécessité de résoudre le problème de l'insuffisance qualitative et quantitative de la couverture en matière de sécurité sociale, résultant de l'inadéquation du système actuel et de l'absence d'une stratégie de sécurité sociale globale.

En effet, le système actuel de sécurité sociale semble être arrivé à épuisement de potentiel, à la fois par rapport à sa configuration et à sa gestion.

Sur le premier point, les branches couvertes n'intègrent pas toutes les branches de la convention 102 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux normes minimales de la sécurité sociale, en particulier l'assurance chômage et l'assurance maladie. Cette dernière dont les études sont très avancées, sera mise en oeuvre dans les années à venir. De plus, le système actuel ne couvre que 20% de la population active.

Par ailleurs, les niveaux et les modalités des prestations servies, dans le Public comme dans le Privé, restent non satisfaisants.

Conscient de ce fait, le Gouvernement entend mettre en place une stratégie de promotion de la sécurité sociale visant non seulement à couvrir et à améliorer le nombre de branches de sécurité sociale, mais aussi et surtout, le niveau et la gestion des prestations servies, par l'extension de la couverture à toutes les autres catégories socio-économiques encore en marge du système actuel.

Objectif stratégique 2 : Promouvoir le travail décent dans tous les secteurs d'activités

En plus de l'amélioration de la protection sociale, les orientations politiques du Gouvernement assignent au secteur du développement social, la création d'emplois décents. La responsabilité

du sous-secteur Travail et Sécurité Sociale est non seulement de préserver ces postes de travail, mais aussi de veiller sur les conditions de travail et la sérénité du climat social en entreprise.

En tant que porteur d'obligations dans le contexte de la mise en oeuvre du DSCE qui prévoit la création d'emplois décents, le sous-secteur Travail et Sécurité Sociale doit veiller à la promotion de cette dimension mondiale visant les principes et les droits fondamentaux au travail et les normes internationales du travail, les possibilités d'emploi et de rémunération, la protection sociale du travailleur, le dialogue social et le tripartisme.

Ces principes visent aussi la prise en compte de la dimension genre dans le travail, c'est-à-dire la défense des intérêts des travailleurs vulnérables tels que les travailleurs ayant des handicaps de tous genres, les Travailleurs Vivant avec le VIH et le Sida (TVVS), les femmes et les enfants et ce, sans distinction, ni du type d'économie (formelle ou informelle), ni du type d'emploi, ni du lieu de travail. La création d'emplois décents prescrite par le DSCE commande également que soit mise en place une stratégie de lutte contre toutes les formes de vulnérabilité et de protection des postes de travail. ?

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Aux termes des dispositions du décret n°2012/558 du 26 novembre 2012 portant organisation du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et du décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale est chargé de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de l'évaluation de la politique et des programmes du Gouvernement dans les domaines des relations professionnelles, du statut des travailleurs et de la sécurité sociale.

A ce titre, il est responsable : (i) du contrôle de l'application du Code du Travail et des conventions internationales, ratifiées par le Cameroun, ayant trait au travail ; (ii) de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique de prévoyance et de sécurité sociales ; (iii) de la liaison entre le Gouvernement et les organisations syndicales et patronales ; (iv) de la liaison avec les institutions du système des Nations Unies et de l'Union Africaine spécialisées dans le domaine du Travail en relation avec le Ministère des Relations Extérieures ; (v) de la liaison entre le Gouvernement et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les organismes internationaux relevant de son secteur de compétence en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il assure la tutelle de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) et des organismes publics ou parapublics relevant de son secteur.

S'agissant des fonctions, Le Décret N°2003/011/PM du 09 janvier 2003 portant nomenclature budgétaire assigne à ce sous-secteur deux fonctions principales à savoir 7.5. Protection du travail et 7.6. Prévoyance sociale (sécurité sociale).

La fonction principale « Protection du Travail » comprend trois fonctions secondaires attribuées à ce sous-secteur, à savoir :

7.5.1. Administration du travail ;

7.5.2. Inspection du travail ;

7.5.3. Activités syndicales.

Quant à la fonction principale « Administration de la prévoyance sociale », elle comprend également trois fonctions secondaires :

7.6.1. Prévoyance maladie et accident ;

7.6.2. Prévoyance retraite ;

7.6.3. Prévoyance chômage.

Ainsi, la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du Travail et de la Sécurité Sociale ces trois (03) dernières années en rapport avec l'objectif stratégique du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale s'est articulée autour des programmes ci-après : (i) Promotion de la Sécurité Sociale pour le plus Grand Nombre ; (ii) Amélioration de la Protection du Travail ; (iii) Gouvernance et Appui Institutionnel du Sous-secteur Travail et Sécurité Sociale.?

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les trois (3) programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ont été mis en oeuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivant :

- la loi de finances 2016 promulguée par le Chef de l'Etat ;
- la poursuite de la réforme budgétaire de l'Etat ;
- la conjoncture économique internationale et nationale défavorable ;
- l'attente de l'aboutissement du processus de mise en oeuvre de la réforme de la sécurité sociale qui constitue une pesanteur lourde sur la mise en oeuvre de la réforme de la stratégie gouvernementale en matière de sécurité sociale ;
- la guerre contre le terrorisme a eu un effet négatif sur la mise à disposition des quotas prévus dans l'enveloppe budgétaire allouée au programme ;
- la hausse des prix des hydrocarbures qui a eu un impact négatif sur le climat social, ce qui a amené le Gouvernement à prendre des mesures concrètes d'atténuation, notamment : La mise en application du décret n°2014/2217/PM du 24 juillet 2014 portant revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ;
- La mise en application du Décret n°2014/2377 du 23 août 2014 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement fixant les conditions et les modalités de prise en charge des assurés volontaires aux régimes d'assurances pensions vieillesse, invalidité et de décès ;
- La poursuite des opérations d'immatriculation des assurés volontaires :
- Proposition et validation d'une étude architecturale de mise en oeuvre de l'assurance maladie universelle ;
- La revalorisation des salaires des personnels de la Fonction Publique ;
- La réduction des taxes imposées aux transporteurs ;
- L'augmentation des tarifs de transports.
- La signature de l'accord de partenariat entre le Cameroun et le BIT qui marque la volonté du Gouvernement à promouvoir le travail décent dans les entreprises ;
- L'implémentation de l'initiative Voluntary Counselling and Testing at Work (VCT@ Work) ont

montré la volonté des employeurs et travailleurs à mener à bien la lutte contre le VIH et le sida dans le monde du travail ;

- Le non-respect des normes du travail dont l'effet immédiat est la mise à mal du dialogue tripartite entre les partenaires au dialogue social ;
- L'organisation des élections sociales ;
- Le début du processus d'assainissement du fichier syndical ;
- L'atteinte de la date butoir de mise en oeuvre du PPTD.

Ces programmes répondent aux exigences du contexte national marqué non seulement par la précarité de la situation des travailleurs et le développement du secteur informel, mais également par le développement dans un environnement juridique lacunaire, d'initiatives non gouvernementales dans le domaine du travail.

Ce développement lui-même s'explique par les insuffisances dans le milieu du travail, du système de sécurité sociale existant qui exclut la majeure partie de la population camerounaise (80%) et dans le domaine du dialogue social. L'amélioration des conditions de travail et de rémunération ainsi que l'intégration des couches non encore couvertes par le système actuel de sécurité sociale constituent, par conséquent les défis majeurs de la promotion de la sécurité sociale pour toutes les catégories sociales.

Plus spécifiquement, il s'agit, tout en consolidant les acquis, d'améliorer la protection des travailleurs, de réorganiser structurellement l'organisme de sécurité sociale existant d'une part, et d'élargir le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale au plus grand nombre d'autre part, notamment en allant vers les catégories jusque-là en marge du système, en l'occurrence : (i) les opérateurs du secteur informel ; (ii) les paysans et (iii) autres travailleurs essentiellement constitués de jeunes chercheurs d'emploi et de femmes qui vont devoir être pris en charge, dans le cadre des chantiers à Haute Intensité de Main-d'oeuvre (HIMO).?

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

En dehors des éléments de contexte susmentionnés, la mise en oeuvre des programmes a été de manière spécifique influencée par :

- La tenue du premier Forum International sur la Retraite en zone Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES) ;
- La signature par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de la Circulaire n°002/CAB/PM du 16 août 2016 relative à l'affiliation et au reversement à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) des cotisations sociales des employés des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic ;
- La revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs ;
- Le relèvement des taux de cotisations sociales.
- La précarité de la situation des travailleurs et le développement du secteur informel ;
- Les insuffisances du système de sécurité sociale dont l'adhésion des travailleurs de l'économie informelle qui constitue la majeure partie de la population camerounaise (80%) ;

- L'intégration des couches non encore couvertes par le système actuel de sécurité sociale constitue et la mise en oeuvre de l'assurance maladie, restent les défis majeurs de ce programme.
- Introduction de plusieurs préavis de grève par les organisations professionnelles ;
- Le non-respect des normes du travail.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 541

PROMOTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LE PLUS GRAND
NOMBRE

Responsable du programme

Mme FONKWA DJUIKAM Epse BOUBA Germique Cécile
DIRECTEUR DE LA SECURITE SOCIALE

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|---|---|
| OBJECTIF | Améliorer la couverture et le fonctionnement du système de sécurité sociale en vigueur au Cameroun | |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion de la population active intégrée dans le système de sécurité sociale |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 13.0 |
| | Année de référence: | 2014 |
| | Valeur Cible | 25.0 |
| | Année cible: | 2016 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS Action 02: ELARGISSEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE VERS LES NOUVEAUX CHAMPS PERSONNELS EN MARGE DU SYSTÈME EXISTANT Action 03: ELARGISSEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE VERS LES NOUVEAUX CHAMPS MATÉRIELS NON ENCORE COUVERTS | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 256 000 000 | CP 256 000 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | Mme FONKWA DJUIKAM Epse BOUBA Germique Cécile, DIRECTEUR DE LA SECURITE SOCIALE | |

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Ce programme a été mis en oeuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivants :

- L'attente de l'aboutissement du processus de mise en oeuvre de la réforme de la sécurité sociale qui constitue un frein à la mise en oeuvre de la réforme de la stratégie gouvernementale en matière de sécurité sociale ;
- La mise en application du Décret n°2014/2377 du 23 août 2014 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement fixant les conditions et les modalités de prise en charge des assurés volontaires aux régimes d'assurances pensions vieillesse, invalidité et de décès, dont la mise en oeuvre va permettre d'augmenter de façon significative le nombre d'assurés sociaux ;
- La mise en application du décret sur le relèvement des taux de cotisation et plafonds des cotisations sociales ;
- La mise en application du décret sur la revalorisation des allocations familiales ;
- La signature par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de la Circulaire n°002/CAB/PM du 16 août 2016 relative à l'affiliation et au reversement à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) des cotisations sociales des employés des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic ;
- La poursuite des opérations d'immatriculation des assurés volontaires ;
- La tenue du premier Forum International sur la Retraite en zone Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES) ;
- La précarité de la situation des travailleurs et le développement du secteur informel ;
- Les insuffisances du système de sécurité sociale dont l'adhésion des travailleurs de l'économie informelle qui constitue la majeure partie de la population camerounaise (80%) ;

- L'intégration des couches non encore couvertes par le système actuel de sécurité sociale constitue et la mise en oeuvre de l'assurance maladie, restent les défis majeurs de ce programme. ?

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

| | | |
|--|--|-------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | 22% | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 88% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 93 999 995 | CP 93 999 995 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE 162 000 005 | Ecart CP 162 000 005 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 74 799 976 | CP 74 799 976 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 79,57 % | 79,57 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <p>La faible utilisation des ressources est due au non aboutissement du processus de réforme de la sécurité sociale. En effet, l'objectif que vise ce programme consiste à améliorer la couverture et le fonctionnement du système de sécurité sociale en vigueur au Cameroun. Ainsi, la réforme de ce dernier est un préalable à la poursuite de cet objectif.</p> <p>Toutefois, le résultat obtenu est en partie réalisé d'une part, grâce à la mise en oeuvre de l'assurance volontaire et l'action de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) qui est le principal intervenant en la matière, et d'autre part, par les réformes du décret N°2016/034 du 21 janvier 2016 portant revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs et le décret N°2016/072 du 15 février 2016 fixant les taux de cotisations sociales et le plafond des rémunérations applicables par la CNPS.</p> <p>Certaines sembles cibles semblent avoir été mal appréciées ;</p> <p>L'extension du régime de sécurité sociale aux travailleurs non pris en compte par le système (populations rurales, opérateurs de l'économie informelle, travailleurs domestiques, travailleurs des professions libérales, commerçants, travailleurs indépendants).</p> <p>L'assurance maladie n'est pas étendue comme planifiée. En effet, le groupe de travail technique national mis en place pour mener des études relatives à la couverture sanitaire universelle sous l'égide du MINSANTE n'a pas encore rendu sa copie. D'où le virement des ressources prévues dans les autres activités majeures.</p> | |
| PERSPECTIVES 2017 | <p>renforcer le système de gestion des deux régimes public et privé de sécurité sociale ;</p> <p>instaurer le régime d'assurance maladie de base au Cameroun ;</p> <p>Intégrer les couches socioprofessionnelles non encore prises en compte dans l'actuel système de sécurité sociale ;</p> <p>élaborer d'une politique nationale de Sécurité Sociale ;</p> <p>organiser des campagnes spéciales de sensibilisation et d'immatriculation des employeurs et des travailleurs ;</p> <p>signer des conventions avec d'autres secteurs d'activités spécifiques. Poursuivre les réformes des régimes de sécurité sociale des secteurs public et privé ;</p> <p>Promouvoir de la coopération technique en matière de sécurité sociale.</p> <p>Densifier la promotion de la mutualité en matière de sécurité sociale.</p> | |

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

| Action 01 RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS | | | | | | | | | |
|---|--|--|------------------|------------|--------------|-----------|--------------------------------|---|--|
| OBJECTIF | Améliorer le niveau et la qualité des prestations sociales du secteur public et privé | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion des ratios prudentiels de la CIPRES réalisés par les organismes de sécurité sociale opérant au Cameroun | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 25 | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 55.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 75.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 60 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 174 500 000 | 174 500 000 | 12 499 995 | 12 499 995 | 9 599 995 | 9 599 995 | 76,8 % | 76,8 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <p>L'attente de l'aboutissement du processus de mise en oeuvre de la réforme de la sécurité sociale constitue une pesanteur lourde sur la mise en oeuvre de la réforme de la stratégie gouvernementale en matière de sécurité sociale ;</p> <p>La mise en application du décret N° 2016/072 du 15 février 2016 portant relèvement du taux des cotisations sociales ;</p> <p>13</p> <p>La mise en application du décret N° 2016/034 du 21 janvier 2016 portant revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs ;</p> <p>La signature de la Circulaire n°002/CAB/PM du 16 août 2016 relative à l'affiliation et au reversement à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) des cotisations sociales des employés des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic.</p> | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <p>05 Rapports de supervision de 05 Commissions Régionales de Contentieux de la Prévoyance Sociale disponibles;</p> <p>1 162 019 nouveaux assurés obligatoires enregistrés ;</p> <p>01 texte signé portant revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs ;</p> <p>01 texte signé pour le relèvement du taux des cotisations sociales et le plafond des rémunérations applicables par la CNPS.</p> | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <p>Le résultat obtenu s'explique par les reformes du décret N°2016/034 du 21 janvier 2016 portant revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs et le décret N°2016/072 du 15 février 2016 fixant les taux de cotisations sociales et le plafond des rémunérations applicables par la CNPS.</p> | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <p>Poursuivre les réformes des régimes de sécurité sociale des secteurs public et privé ;</p> <p>Elaborer une politique nationale de Sécurité sociale ;</p> <p>Promouvoir de la coopération technique en matière de sécurité sociale ;</p> <p>renforcer le système de gestion des deux régimes public et privé de sécurité sociale ;</p> <p>organiser des campagnes spéciales de sensibilisation et d'immatriculation des employeurs et des travailleurs ;</p> <p>Promouvoir de la coopération technique en matière de sécurité sociale.</p> | | | | | | | | |

| Action 02 Elargissement de la sécurité sociale vers les nouveaux champs personnels en marge du système existant | | | | | | | | |
|--|--|---|------------------|------------|--------------|----|--|-----|
| OBJECTIF | Intégrer les couches socio professionnelles non encore prises en compte dans l'actuel système de sécurité sociale | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion de personnes des couches socio professionnelles intégrées dans le système de sécurité sociale en vigueur | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 177,7 | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2014 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 1.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2018 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 10.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 16 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 81 500 000 | 81 500 000 | 81 500 000 | 81 500 000 | 0 | 0 | 0 % | 0 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Le décret n°2014/2377/PM du 13 août 2014 fixant les conditions et les modalités de prise en charge des assurés volontaires au régime d'assurance pensions de Vieillesse, d'Invalidité et de Décès (PVID). | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | 36 177 nouveaux assurés volontaires enregistrés. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | La cible a certainement été mal appréciée ; Poursuivre l'intégration des couches socioprofessionnelles non encore prises en compte dans l'actuel système de sécurité sociale ; | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | Densifier les mesures d'extension du champ personnel en ciblant davantage les opérateurs du secteur informel, les travailleurs domestiques, les travailleurs des professions libérales, les commerçants, les travailleurs indépendants et les populations rurales. | | | | | | | |

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 542

AMELIORATION DE LA PROTECTION DU TRAVAIL

Responsable du programme

YAPELE Raymond

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|--|---|
| OBJECTIF | Promouvoir le travail décent dans tous les secteurs d'activité | |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion des travailleurs dont les entreprises appliquent les principes du travail décent |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 20.0 |
| | Année de référence: | 2014 |
| | Valeur Cible | 25.0 |
| | Année cible: | 2018 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: PROMOTION DES PRINCIPES DE SANTE ET DE SECURITE ET DE BIEN ETRE EN MILIEU DE TRAVAIL Action 02: RENFORCEMENT DES MÉCANISMES DE PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET DU MAINTIEN DE LA PAIX SOCIALE Action 04: PROMOTION ET MISE EN OEUVRE DES NORMES, DES PRINCIPES ET DROITS FONDAMENTAUX DU TRAVAIL Action 05: 000 | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 1 837 686 000 | CP 1 837 686 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | YAPELE Raymond, | |

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Ce programme a été mis en oeuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivants :

- la hausse des prix des hydrocarbures qui a eu un impact négatif sur le climat social, ce qui a amené le Gouvernement à prendre des mesures concrètes d'atténuation, notamment : La mise en application du décret n°2014/2217/PM du 24 juillet 2014 portant revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ;
- La revalorisation des salaires des personnels de la Fonction Publique ;
- La réduction des taxes imposées aux transporteurs ;
- L'augmentation des tarifs de transports ;
- La signature de l'accord de partenariat entre le Cameroun et le BIT qui marque la volonté du Gouvernement à promouvoir le travail décent dans les entreprises ;
- L'implémentation de l'initiative Voluntary Counselling and Testing at Work (VCT@ Work) ont montré la volonté des employeurs et travailleurs à mener à bien la lutte contre le VIH et le sida dans le monde du travail ;
- Le non-respect des normes du travail dont l'effet immédiat est la mise à mal du dialogue tripartite entre les partenaires au dialogue social ;
- La revalorisation du montant des allocations familiales servies aux travailleurs ;
- L'organisation des élections sociales ;
- Le début du processus d'assainissement du fichier syndical
- L'introduction de plusieurs préavis de grève par les organisations professionnelles

- Le non-respect des normes du travail ;
- L'atteinte de la date butoir de mise en oeuvre du PPTD.?

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

| | | |
|--|---|---------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | 21% | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 20% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 676 849 953 | CP 676 849 953 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE 1 160 836 047 | Ecart CP 1 160 836 047 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 614 408 391 | CP 614 408 391 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 90,77 % | 90,77 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <p>13 rapports d'étude sont produits et disponibles conformément à la constitution de l'OIT sur l'application des 13 conventions ratifiées par le Cameroun ;</p> <p>03 rapports sur la ratification des conventions de l'OIT (102, 189, 142) soumis au SPM ;</p> <p>Le Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) étant le lieu par excellence où se promeuvent les mesures d'hygiène et de sécurité au travail, 150 unités ont été visitées et évaluées comme étant fonctionnelles ;</p> <p>Les visites d'inspection sont des activités primordiales pour l'atteinte de la performance de la majeure partie des actions de ce programme car elles permettent la sensibilisation des partenaires sociaux sur l'application du travail décent, de déceler les manquements au sein des entreprises et prévenir les conflits sociaux ;</p> <p>La tenue des sessions du Comité de Concertation et de Suivi du Dialogue Social a permis d'examiner de manière tripartite, les préoccupations soulevées par les partenaires sociaux ;</p> <p>La signature de l'arrêté portant organisation élections sociales ;</p> <p>En l'absence d'un classement officiel publié par les instances compétentes, il convient de souligner que les engagements pris par le Cameroun en matière de travail des enfants n'ont pas été mis en oeuvre en 2016. Cependant d'autres activités ont été menées en vue de l'application de la législation du Cameroun en matière de travail ;</p> <p>Le processus de ratification a pris plus de temps que prévu avec l'implication de plusieurs autres parties prenantes. Son aboutissement interpelle d'autres acteurs tels que les SPM, la PRC et le Parlement.</p> <p>Certaines cibles ont été mal appréciées.</p> | |
| PERSPECTIVES 2017 | <p>Adopter le texte relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement des centres privés de prévention des risques professionnels ;</p> <p>Adopter le document cadre d'orientation de la lutte contre le VIH et le sida en milieu du Travail ;</p> <p>Réviser la liste des tableaux des maladies professionnelles indemnisables ;</p> <p>Etendre le projet de renforcement des capacités des Inspecteurs du Travail en santé et sécurité au travail.</p> <p>Intensifier le dialogue social entre les partenaires sociaux.</p> <p>Mettre en oeuvre l'opération d'assainissement du fichier syndical ;</p> <p>Poursuivre la mise en oeuvre de la nouvelle Inspection à travers des dotations en ressources humaine et logistique ;</p> <p>Densifier la collaboration avec le Bureau International du Travail ;</p> <p>Militer pour la prorogation du PPTD ;</p> <p>Déposer la candidature et veiller à l'élection du Cameroun au Conseil d'Administration du BIT ;</p> <p>Intensifier la lutte contre le travail des enfants.</p> | |

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

| Action 01 PROMOTION DES PRINCIPES DE SANTE ET DE SECURITE ET DE BIEN ETRE EN MILIEU DE TRAVAIL | | | | | | | | | |
|--|--|--|------------------|------------|--------------|------------|--------------------------------|---|--|
| OBJECTIF | Réduire la survenue des risques professionnels(accidents du travail et maladies professionnelles) | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Incidence annuelle des risques professionnels en milieu de travail | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40 | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 18.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 13.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 16 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 577 400 000 | 577 400 000 | 22 179 312 | 22 179 312 | 12 899 312 | 12 899 312 | 58,16 % | 58,16 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | La signature de l'accord de partenariat entre le Cameroun et le BIT qui marque la volonté du Gouvernement à promouvoir le travail décent dans les entreprises ; L'implémentation de l'initiative voluntary counselling and testing at work (VCT@work) a montré la volonté des employeurs et travailleurs à mener à bien la lutte contre la VIH et le Sida dans le monde du travail. | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | 226 nouveaux Comités d'Hygiène et de Sécurité en milieu de Travail (CHS) créés ; 78 rapports d'activités des services médicaux du travail reçus ; 18 contre-expertises effectuées à la suite d'un accident du travail/maladie professionnelle ; 01 CHS créé au sein du MINTSS ; 09 agréments accordés aux médecins pour l'exercice de la médecine du travail ; 04 agréments accordés aux infirmiers pour l'exercice de la médecine du travail ; 26 Conventions de visites et de soins signées et visées du MINTSS ; 02 agréments de services médicaux du travail délivrés; 42 accidents de travail déclarés au MINTSS dont 01 mortel ; 01 projet d'arrêté portant création, organisation et fonctionnement des centres privés de prévention des risques professionnels élaboré ; 01 document cadre d'orientation de lutte contre le VIH et le SIDA dans le monde du travail actualisé. | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | Le Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) étant le lieu par excellence où se promeuvent les mesures d'hygiène et de sécurité au travail, 150 unités ont été visitées et évaluées comme étant fonctionnelles. | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | Adopter le texte relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement des centres privés de prévention des risques professionnels ; Adopter le document cadre d'orientation de la lutte contre le VIH et le sida en milieu du Travail ; Réviser la liste des tableaux des maladies professionnelles indemnissables ; Etendre le projet de renforcement des capacités des Inspecteurs du Travail en santé et sécurité au travail. | | | | | | | | |

| Action 02 Renforcement des mécanismes de productivité du travail et du maintien de la paix sociale | | | | | | | | | |
|--|---|---------------|------------------|-------------|--------------|-------------|--------------------------------|-------------------------------|--|
| OBJECTIF | Assurer le respect des droits fondamentaux au travail | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | | | | | | | |
| | Année de référence: | | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | | | | | | | |
| | Année cible: | | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 1 237 186 000 | 1 237 186 000 | 631 775 068 | 631 775 068 | 319 049 068 | 319 049 068 | 50,5 % | 50,5 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <p>L'organisation des élections sociales, couplée à l'exploitation des rapports d'activités des services déconcentrés notamment, ont favorisé la remontée des informations sur les différends de travail.</p> <p>Début du processus d'assainissement du fichier syndical</p> <p>Plusieurs préavis de grève introduit par les organisations professionnelles.</p> | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Centre d'information et de formation des organisations syndicales (IFOS) (2e phase) en cours de réalisation ; - 9857 Médailles d'Honneur du Travail et diplômes décernées ; - 13 arrêtés de médailles établis pour 990 entreprises ; - 2 218 visites de contrôles effectués par les Inspecteurs du Travail dans les entreprises ; - 500 procès-verbaux de mise en demeure établis ; - 01 session de la Commission Nationale Consultative du Travail tenue ; - 58 commissions départementales, 10 régionales et 01 nationale formée pour l'organisation les élections des délégués du personnel ; - 14 levées de mot d'ordre de grève obtenues ; - 03 conventions collectives révisées et signées et 01 en cours de négociation ; - 33 accords d'établissement négociés et signés ; - 5 536 procès-verbaux établis à l'issue de 6 601 plaintes individuelles ; - 2 286 procès-verbaux établis à l'issue de 829 plaintes collectives ; - 04 réunions du Comité de Concertation et de Suivi du Dialogue Social tenues ; - un cumul de 793 syndicats de base, 11 confédérations de travailleurs et 08 confédérations enregistré ; - Construction de la 2e phase de la DDTSS/Bamboutos ; - Equipement en mobilier de bureau de la DDTSS/Mayo Banyo ; - Acquisition de 60 kits d'équipements de protection individuelle pour l'inspection du travail. | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <p>La cible a été mal appréciée ;</p> <p>Les visites d'inspection sont des activités primordiales pour l'atteinte de la performance de la majeure partie des actions de ce programme car elles permettent la sensibilisation des partenaires sociaux sur l'application du travail décent, de déceler les manquements au sein des entreprises et prévenir les conflits sociaux.</p> <p>La tenue des sessions du Comité de Concertation et de Suivi du Dialogue Social a permis d'examiner de manière tripartite, les préoccupations soulevées par les partenaires sociaux ;</p> <p>La signature de l'arrêté portant organisation élections sociales.</p> | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <p>Intensifier le dialogue social entre les partenaires sociaux.</p> <p>Mettre en oeuvre l'opération d'assainissement du fichier syndical ;</p> <p>Poursuivre la mise en oeuvre de la nouvelle Inspection à travers des dotations en ressources humaine et logistique ;</p> | | | | | | | | |

| Action 04 PROMOTION ET MISE EN OEUVRE DES NORMES, DES PRINCIPES ET DROITS FONDAMENTAUX DU TRAVAIL | | | | | | | | | | |
|---|--|------------|--|------------|--------------|------------|--------------------------------|---------|---|--|
| OBJECTIF | promouvoir et faire appliquer les engagements internationaux et la législation du Cameroun en matière de travail | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Rang du Cameroun dans le classement de la Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | | 0 | |
| | Unité de mesure | | doc | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 23 100 000 | 23 100 000 | 22 895 573 | 22 895 573 | 19 274 573 | 19 274 573 | 84,18 % | 84,18 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Le non-respect des normes du travail ; L'atteinte de la date butoir de mise en oeuvre du PPTD. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits) | 13 rapports élaborés sur l'application des 13 conventions de l'OIT ratifiées par le Cameroun ; 01 Comité d'Orientation mis en place pour le cadre institutionnel d'appropriation du PPTD. 02 Conventions en cours de ratification ; 01 Document relatif à la contribution du Cameroun au dialogue sur l'initiative concernant « l'avenir du travail » en prélude au centenaire de l'OIT en 2019, validé et transmis au BIT ; 03 rapports de participation à des réunions sectorielles notamment sur la coopération des pays à revenus intermédiaires sur le travail décent, sur la révision de la convention 188 et sur l'amendement de la convention maritime élaboré et transmis au SPM et à la PRC. Plan d'action de lutte contre des Pires formes de travail des enfants élaboré et transmis pour adoption. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | En l'absence d'un classement officiel publié par les instances compétentes, il convient de souligner que les engagements pris par le Cameroun en matière de travail des enfants n'ont pas été mis en oeuvre en 2016. Cependant d'autres activités ont été menées en vue de l'application de la législation du Cameroun en matière de travail ; Le processus de ratification a pris plus de temps que prévu avec l'implication de plusieurs autres parties prenantes. Son aboutissement interpelle d'autres acteurs tels que les SPM, le Parlement, la PRC. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | Densifier la collaboration avec le Bureau International du Travail ; Militer pour la prorogation du PPTD ; Déposer la candidature et veiller à l'élection du Cameroun au Conseil d'Administration du BIT ; Intensifier la lutte contre le travail des enfants. | | | | | | | | | |

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 543

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Responsable du programme

Mme NGONO Scholastique (ai)
Sécretaire Général

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|--|---|
| OBJECTIF | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 70.0 |
| | Année de référence: | 2014 |
| | Valeur Cible | 95.0 |
| | Année cible: | 2018 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | <p>Action 01: RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 02: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 03: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 04: ETUDES STRATÉGIQUES ET PLANIFICATION DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE</p> <p>Action 05: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES</p> <p>Action 06: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURIRTE SOCIALE</p> <p>Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 09: CONSEIL JURIDIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <p>Action 11: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINTSS</p> | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 2 333 314 000 | CP 2 333 314 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | Mme NGONO Scholastique (ai), Secrétaire Général | |

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 243 a été mis en oeuvre au cours de l'exercice 2016 dans un contexte marqué notamment par :

- la loi de finances 2016 promulguée par le Chef de l'Etat ;
- la poursuite de la réforme budgétaire de l'Etat ;
- la conjoncture économique internationale et nationale défavorable ;
- la guerre contre le terrorisme, qui a eu un effet négatif sur la mise à disposition des quotas prévus dans l'enveloppe budgétaire allouée au programme.

Les incessantes interpellations des organes du système des nations Unies, de la société civile et des partenaires sociaux nationaux n'ont pas véritablement trouvé de réponses adéquates du fait de la faible capacité des services d'inspection du travail à adresser les problèmes du domaine.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

| | | |
|--|---|----------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | 77,85% | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 89% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 3 656 150 052 | CP 3 656 150 052 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE -1 322 836 052 | Ecart CP -1 322 836 052 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 3 318 217 704 | CP 3 318 217 704 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 90,76 % | 90,76 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Un modèle de rapport de statistique des visites d'inspection disponible ; - 21 maquettes de tableaux mises à la disposition des Brigades d'Inspection du Travail, les services Régionaux de statistiques et de santé et de sécurité au travail pour la documentation des indicateurs du travail décent ci-après dans les entreprises de leur ressort territorial ; - la cartographie des entreprises ; - le profil des entreprises ; - les licenciements ; - les avancements ; - les accidents de travail et les maladies professionnelles ; - la situation du VIH et du sida dans le monde du travail ; - le travail des enfants ; - le travail des femmes ; - les conditions de travail ; - certaines cibles ont été mal appréciées ; - Gestion de la promotion du personnel ; - La mauvaise planification des demandes de formation ; - Capacités des acteurs de la chaîne PPBS renforcées ; - Tenue régulière des réunions hebdomadaires de Coordination dans les services; - Participation des responsables du MINTSS aux assises internationales ; - Insuffisances des ressources financières ; - fournitures et petit entretien de bureau ; - mauvaise perception de certaines actions par les différents acteurs ; - Gestion courante des différentes applications informatiques ; - Evaluation de la performance des services et discipline ; - Missions de lutte contre la corruption dans les services déconcentrés ; - Missions d'inspection des services ; - Vulgarisation des textes juridiques (REFONTEX) ; <p>30</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des textes et défense des intérêts de l'Etat ; - Missions de conseil ; - Production du magazine The Labour ; - Traduction des documents ; - Dispatching des correspondances ; - Passage dans les médias audio-visuels ; - Publications des avis d'appel d'offres et communiqués divers dans les radios, presses et télévisions ; - 01 Rapport d'exécution du Budget de Fonctionnement produit ; - 01 Rapport d'exécution du Budget d'Investissement Public produit ; - 01 Programme de Performance des Administrations (PPA) produit ; - 01 Rapport Annuel de Performance (RAP) produit ; - 01 Plan de travail annuel (PTA) produit ; | |

| | |
|------------------------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - 01 feuille de route ministérielle exécutée. |
| <p>PERSPECTIVES 2017</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Plaider pour l'allocation des fonds à l'ONT en vue de sa redynamisation et la production effective des statistiques ; - Collecter les données sur la situation des indicateurs du travail décent dans les secteurs de la communication, de la santé et des transports ; - Suivre et évaluer les politiques publiques en matière de travail et sécurité sociale ; - Produire et diffuser de manière courante les statistiques sur le domaine du Travail et de la Sécurité Sociale, à travers notamment des notes semestrielles de conjoncture ; - Actualiser et implémenter le plan de formation et de gestion des ressources humaines sur les aspects quantitatif et qualitatif à travers l'octroi d'un certain nombre de bourses et stages de formation, de recyclage et de perfectionnement en matière de sécurité sociale et administration du travail; - Renforcer les capacités en matière de procédures et gestion financières; - Accroître quantitativement et qualitativement les ressources humaines du MINTSS ; - Opérationnaliser le plan de formation et de gestion des ressources humaines sur les aspects quantitatif et qualitatif à travers l'octroi d'un certain nombre de bourses et stages de formation, de recyclage et de perfectionnement en matière de sécurité sociale et administration du travail; - Poursuivre le renforcement des capacités en matière de procédures et gestion financières ; - Accroître de manière quantitative et qualitative des ressources humaines du MINTSS ; - Optimiser le pilotage du budget programme (Charte de gestion, fonctionnement du Comité PPBS, tableau de bord, etc.) ; - Initier des séances d'évaluation ou des réunions de coordination mensuelle dans l'administration centrale et les services déconcentrés ; - Réaliser un audit documentaire dans les services centraux du MINTSS ; - Concevoir et un manuel de procédure de gestion des ressources documentaires au MINTSS ; - Numériser le système de gestion documentaire ; <p>31</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter du réseau informatique pour faciliter la diffusion des documents numérisés ; - Animer les pages incorporées dans les sites web du MINTSS qui s'appuiera sur le renforcement du fonds documentaires ; - Constituer un répertoire des textes matériels et numérisés en matière du travail et de la sécurité sociale ; - Mettre sur pied une veille documentaire ; - Actualiser et mettre en oeuvre le schéma directeur informatique ; - Réhabiliter et suivre le fonctionnement de l'application de gestion du courrier; - Evaluer la performance des services et assurer la discipline ; - Effectuer des missions de lutte contre la corruption dans les services déconcentrés ; - Effectuer des missions d'inspection des services ; - Promouvoir le respect de la légalité et de la régularité juridique des actes engageant le Ministère ; - Préparer et mettre en forme les projets de texte ou convention à caractère législatif ou réglementaire initiés par le Ministère ou à la signature du Ministre ; - Suivre et appliquer la législation et la réglementation du travail ; - Promouvoir et vulgariser la culture juridique au sein du MINTSS et dans les entreprises ; - Opérationnaliser le studio audio numérique du MINTSS ; - Mettre en oeuvre la stratégie de communication du MINTSS ; - Améliorer la réalisation des émissions spécialisées du sous-secteur ; - Poursuivre la traduction courante des documents et le contrôle de qualité de cet exercice ainsi que la constitution d'une base de données terminologiques relative au travail, à la santé et à la sécurité sociale ; - Améliorer le processus de préparation du budget ; - Elaborer à temps les rapports physico-financiers de l'exécution du budget ; - Organiser des ateliers d'élaboration et de validation des documents budgétaires et financiers ; - Budgétiser la chaîne PPBS. |

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

| Action 01 RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|---|---|-------------|---|-------------|--------------|-------------|---|--------|--|--|
| OBJECTIF | Mettre en place un dispositif d'évaluation des politiques du sous-secteur | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux de disponibilité des statistiques clés | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 37.5 | | | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 40.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 80.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 45 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 175 000 000 | 175 000 000 | 171 659 580 | 171 659 580 | 149 369 580 | 149 369 580 | 87,1 % | 87,1 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Cette action s'est mise en oeuvre dans un contexte doublement marqué par le Changement de responsable de programme et l'absence de statut juridique de l'Observatoire National. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Un modèle de fiche d'inspection pour les visites des Inspecteurs du Travail dans les entreprises pour la remontée régulière de l'information statistique élaboré ; - un modèle de rapport trimestriel pour les services déconcentrés du MINTSS disponible ; - un modèle de rapport annuel pour les services déconcentrés du MINTSS disponible, - le matériel d'enquête et de sécurisation du patrimoine de l'ONT acquis ; - les formateurs du réseau de fournisseurs des données de l'ONT à l'utilisation des outils de géo-référencement et à la conduite du processus de collecte de données statistiques formés; - fichier national des organismes syndicaux des travailleurs disponible; - salle de formation disposant d'un système N-Computing. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Un modèle de rapport de statistique des visites d'inspection disponible ; - 21 maquettes de tableaux mises à la disposition des Brigades d'Inspection du Travail, les services Régionaux de statistiques et de santé et de sécurité au travail pour la documentation des indicateurs du travail décent ci-après dans les entreprises de leur ressort territorial ; - la cartographie des entreprises ; - le profil des entreprises ; - les licenciements ; - les avancements ; - les accidents de travail et les maladies professionnelles ; - la situation du VIH et du sida dans le monde du travail ; - le travail des enfants ; - le travail des femmes ; - les conditions de travail. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Plaider pour l'allocation des fonds à l'ONT en vue de sa redynamisation et la production effective des statistiques ; - Collecter les données sur la situation des indicateurs du travail décent dans les secteurs de la communication, de la santé et des transports ; - Suivre et évaluer les politiques publiques en matière de travail et sécurité sociale ; - Produire et diffuser de manière courante les statistiques sur le domaine du Travail et de la Sécurité Sociale, à travers notamment des notes semestrielles de conjoncture. | | | | | | | | | |

| Action 02 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE | | | | | | | | |
|---|--|-------------|---|-------------|--------------|-------------|--|---------|
| OBJECTIF | Améliorer la performance du personnel | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Pourcentage de rejets des traitements de dossiers effectués | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 200 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 55.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 40.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 45 | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 263 600 000 | 263 600 000 | 259 932 697 | 259 932 697 | 161 142 971 | 161 142 971 | 61,9 % | 61,99 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <p>Mise en oeuvre du PROMAGAR ;</p> <p>Mise en oeuvre du budget programme ;</p> <p>Réforme du système de sécurité sociale au Cameroun ;</p> <p>Inefficacité de l'inspection du Travail à adresser les problèmes liés au Domaine du fait de l'insuffisance des ressources humaines de qualité ;</p> <p>Changement de responsable du programme.</p> | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <p>17 personnels formés sur les techniques d'utilisation du traitement des dossiers Antilope et Gestion du Contentieux Solde au MINTSS ;</p> <p>20 personnels formés dans l'accompagnement et la prise en charge du VIH/Sida ;</p> <p>20 personnels formés sur la gestion électronique des documents ;</p> <p>25 personnels formés sur la vulgarisation et la promotion des droits et obligations des agents publics ;</p> <p>20 personnels formés sur les Normes Internationales du Travail et sur la liberté syndicale et négociation collective;</p> <p>25 personnels formés en rédaction administrative ;</p> <p>25 personnels formés sur le programme Supérieur de spécialisation en Finances publiques</p> <p>Etablissement Téléboutique a formé 35 personnes.</p> | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <p>- La cible a été mal appréciée ;</p> <p>- Gestion de la promotion du personnel.</p> | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <p>Actualisation et implémentation du plan de formation et de gestion des ressources humaines sur les aspects quantitatif et qualitatif à travers l'octroi d'un certain nombre de bourses et stages de formation, de recyclage et de perfectionnement en matière de sécurité sociale et administration du travail;</p> <p>Renforcement des capacités en matière de procédures et gestion financières;</p> <p>Accroissement quantitatif et qualitatif des ressources humaines du MINTSS.</p> | | | | | | | |

| Action 03 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|--|---|------------|--|------------|--------------|------------|--|---------|--|--|
| OBJECTIF | Accroître le rendement du personnel | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Proportion des dossiers traités dans les délais réglementaires | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 120 | | | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 60.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 80.0 | | | | | | | |
| Réalisation exercice (Résultat technique): | | 68 | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 32 000 000 | 32 000 000 | 29 999 815 | 29 999 815 | 27 999 815 | 27 999 815 | 93,33 % | 93,33 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <p>Mise en oeuvre du PROMAGAR ;</p> <p>Mise en oeuvre du budget programme ;</p> <p>Inefficacité de l'inspection du Travail à adresser les problèmes liés au domaine du fait de l'insuffisance des ressources humaines de qualité.</p> | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <p>Mobilier pour les services centraux livrés et disponible ;</p> <p>01 ascenseur installé et fonctionnel ;</p> <p>08 formations tenues et 187 personnels formés.</p> | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - La cible a été mal appréciée ; - La mauvaise planification des demandes de formation ; - Développement et renforcement des capacités du personnel. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Opérationnaliser le plan de formation et de gestion des ressources humaines sur les aspects quantitatif et qualitatif à travers l'octroi d'un certain nombre de bourses et stages de formation, de recyclage et de perfectionnement en matière de sécurité sociale et administration du travail; - Poursuivre le renforcement des capacités en matière de procédures et gestion financières ; - Accroître de manière quantitative et qualitative des ressources humaines du MINTSS. | | | | | | | | | |

| Action 04 ETUDES STRATÉGIQUES ET PLANIFICATION DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE | | | | | | | | | | |
|--|---|------------|--|------------|--------------|------------|---|--------|--|--|
| OBJECTIF | Améliorer les performances en matière de planification, de programmation, de budgétisation et du suivi-évaluation des interventions du Sous-secteur Travail et Sécurité Sociale | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Note globale du MINTSS obtenue à l'issue de l'évaluation du CDMT | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60 | | | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 75.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 85.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 77 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 27 700 000 | 27 700 000 | 28 299 996 | 28 299 996 | 25 299 996 | 25 299 996 | 89,4 % | 89,4 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Poursuite de la mise en oeuvre du PROMAGAR ; Poursuite de la mise en oeuvre du budget programme ; Accompagnement technique et financier des sectoriels du MINFI et du MINEPAT. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | 01 rapport de la chaîne des résultats disponible ; 01 rapport de revue des programmes disponible ; 01 rapport de programmation et CDMT disponible ; 01 RAP 2015 disponible ; 01 PPA 2017 disponibles. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | Capacités des acteurs de la chaîne PPBS renforcées. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | - Optimiser le pilotage du budget programme (Charte de gestion, fonctionnement du Comité PPBS, tableau de bord, etc.). | | | | | | | | | |

Action 05 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

| | | | | | | | | |
|---|--|-------------|---|-------------|--------------|-------------|---|---------|
| OBJECTIF | Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Pourcentage d'activités mises en oeuvre dans les délais | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 75.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 85.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 80 | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 893 326 000 | 893 326 000 | 854 002 772 | 854 002 772 | 764 270 674 | 764 270 674 | 89,24 % | 89,24 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Poursuite de la mise en oeuvre du PROMAGAR ; Non-respect des délais dans le traitement des dossiers dans certains services. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - 01 rapport d'évaluation de la Feuille de Route ministérielle disponible ; - 105 rapports des réunions de coordination disponibles ; - 01 rapport de la 130e Edition de la Fête Internationale du Travail disponible ; - 01 rapport de la Conférence Annuelle 2016 du MINTSS disponible ; - 04 rapports de missions de suivi évaluation organisées disponibles ; - 23 activités du sous-secteur médiatisées. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Tenue régulière des réunions hebdomadaires de Coordination dans les services; - Participation des responsables du MINTSS aux assises internationales. | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Initier des séances d'évaluation ou des réunions de coordination mensuelle dans l'administration centrale et les services déconcentrés ; - Programmer des descentes dans les services déconcentrés ; - Exploiter les contenus des rapports d'activités. | | | | | | | |

| Action 06 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|--|---|-----------|--|------------|--------------|-----------|--------------------------------|---------|----|--|
| OBJECTIF | Assurer la gestion et la conservation des ressources documentaires | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Nombre de documents communiqués ou consultés | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | | 20 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 60.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 75.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 63 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 8 500 000 | 8 500 000 | 10 579 980 | 10 579 980 | 8 879 980 | 8 879 980 | 83,93 % | 83,93 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Etat de lieux sur les ressources et le système de gestion documentaire indisponible ; - Manque de manuel de procédure de gestion des ressources documentaires ; - Fonds documentaire non traité ; - Conception et mise sur pied un système de gestion moderne des ressources documentaires. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | Réorganisation de la bibliothèque. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisances des ressources financières ; - Fournitures et petit entretien de bureau ; - Mauvaise perception de l'action par les différents acteurs. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser un audit documentaire dans les services centraux du MINTSS ; - Concevoir et un manuel de procédure de gestion des ressources documentaires au MINTSS ; - Numériser le système de gestion documentaire ; - Réhabiliter le réseau informatique pour faciliter la diffusion des documents numérisés ; - Animer les pages incorporées dans les sites web du MINTSS qui s'appuiera sur le renforcement du fonds documentaires ; - Constituer un répertoire des textes matériels et numérisés en matière du travail et de la sécurité sociale ; - Mettre sur pied une veille documentaire. | | | | | | | | | |

| Action 07 DEVELOPPEMENT DES TIC AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|---|---|------------|--|------------|--------------|-----------|---|---------|--|--|
| OBJECTIF | Améliorer le traitement et les échanges d'information entre les services | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Proportion de personnels disposant d'un ordinateur fonctionnel et ayant accès à internet et à intranet | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 37.5 | | | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 35.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 75.0 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 20 350 000 | 20 350 000 | 16 599 997 | 16 599 997 | 6 129 997 | 6 129 997 | 36,93 % | 36,93 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Indisponibilité d'un schéma directeur au MINTSS ; Instabilité de la connexion internet au sein du MINTSS ; Vétusté du réseau informatique. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | Acquisition et installation des équipements actifs du réseau informatique dans les services centraux. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | - Gestion courante des différentes applications informatiques. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | - Actualiser et mettre en oeuvre le schéma directeur informatique ; - Réhabiliter et suivre le fonctionnement de l'application de gestion du courrier. | | | | | | | | | |

| Action 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|---|---|------------|---|------------|--------------|------------|--|---------|--|--|
| OBJECTIF | Améliorer le fonctionnement et la performance des services | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Nombre moyen d'irrégularités par mission d'inspection | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 200 | | | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 8.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 5.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 2 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 34 910 000 | 34 910 000 | 28 344 444 | 28 344 444 | 23 162 444 | 23 162 444 | 81,72 % | 81,72 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Poursuite de la mise en oeuvre du PROMAGAR ; Lutte contre la corruption. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | 05 rapports de missions d'inspection de service disponibles ; 02 rapports physico financiers de la Cellule de lutte contre la corruption disponible. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - La cible a été mal appréciée ; - Evaluation de la performance des services et discipline ; - Missions de lutte contre la corruption dans les services déconcentrés ; - Missions d'inspection des services. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Evaluer la performance des services et assurer la discipline ; - Effectuer des missions de lutte contre la corruption dans les services déconcentrés ; - Effectuer des missions d'inspection des services. | | | | | | | | | |

| Action 09 CONSEIL JURIDIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|---|--|-----------|-----------------------|-----------|--------------|-----------|--|---------|--|--|
| OBJECTIF | Assurer la conformité des actes et la défense du Département Ministériel en justice | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux de procès gagnés | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 140 | | | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 65.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 80.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 72 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 6 600 000 | 6 600 000 | 5 520 000 | 5 520 000 | 4 200 000 | 4 200 000 | 76,09 % | 76,09 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Environnement socio-économique. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | 20 textes réglementaires et juridiques du MINTSS élaborés ; 05 intérêts du MINTSS contre les tiers défendus. | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - La cible a été mal appréciée ; - Vulgarisation des textes juridiques (REFONTEX) ; - Elaboration des textes et défense des intérêts de l'Etat ; - Missions de conseil. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le respect de la légalité et de la régularité juridique des actes engageant le Ministère ; - Préparer et mettre en forme les projets de texte ou convention à caractère législatif ou réglementaire initiés par le Ministère ou à la signature du Ministre ; - Suivre et appliquer la législation et la réglementation du travail ; - Promouvoir et vulgariser la culture juridique au sein du MINTSS et dans les entreprises. | | | | | | | | | |

| Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE AU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | | | | | |
|--|---|------------|-----------------------|------------|--------------|------------|--------------------------------|---------|-------|--|
| OBJECTIF | Améliorer la visibilité des actions menées | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux de médiatisation | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | | 187.9 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 60.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 100.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 85 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 29 900 000 | 29 900 000 | 57 818 293 | 57 818 293 | 53 278 293 | 53 278 293 | 92,15 % | 92,15 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <p>Mise en oeuvre des hautes instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement relatives à la redynamisation des Cellules de Communication, avec un accent sur la communication dans les réseaux sociaux ;</p> <p>Communication gouvernementale.</p> | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits) | <p>Transmission des correspondances élaborées au MINTSS ;</p> <p>Traduction des actes règlementaires édictés par le MINTSS, ainsi que les différents éléments des dossiers techniques des comités statutaires, des cérémonies de remise des MHT entre autres ;</p> <p>Couverture médiatique du Forum International sur la Retraite ;</p> <p>05 rapports de missions organisées (03 CELTRAD, 01 SDACL, 01 CELCOM) ;</p> <p>01 Décision d'affranchissement du courrier, valise diplomatique, franchise militaire ;</p> <p>Médiatisation, de la Fête Internationale du Travail dans les services centraux et déconcentrés ;</p> <p>Couverture médiatique des cérémonies de remise des Médailles d'Honneur du travail ;</p> <p>Couverture médiatique des ateliers, séminaires du MINTSS ;</p> | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - La cible a été mal appréciée ; - Production du magazine The Labour ; - Traduction des documents ; - Dispatching des correspondances ; - Passage dans les médias audio-visuels ; - Publications des avis d'appel d'offres et communiqués divers dans les radios, presses et télévisions. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Opérationnaliser le studio audio numérique du MINTSS ; - Mettre en oeuvre la stratégie de communication du MINTSS ; - Améliorer la réalisation des émissions spécialisées du sous-secteur ; - Poursuivre la traduction courante des documents et le contrôle de qualité de cet exercice ainsi que la constitution d'une base de données terminologiques relative au travail, à la santé et à la sécurité sociale. | | | | | | | | | |

Action 11 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINTSS

| | | | | | | | | |
|---|---|-------------|--|---------------|---------------|---------------|--|---------|
| OBJECTIF | Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINTSS | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux d'exécution financière des activités programmés | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95.48 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2014 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 84.41000366210938 | | | | | |
| | Année cible: | | 2018 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 100.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 95,48 | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 841 428 000 | 841 428 000 | 2 193 392 478 | 2 193 392 478 | 2 193 392 478 | 2 193 392 478 | 95,48 % | 95,48 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Poursuite de la mise en oeuvre du nouveau régime financier. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - 01 Rapport d'exécution du Budget de Fonctionnement produit ; - 01 Rapport d'exécution du Budget d'Investissement Public produit ; - 01 Programme de Performance des Administrations (PPA) produit ; - 01 Rapport Annuel de Performance (RAP) produit ; - 01 Plan de travail annuel (PTA) produit ; - 01 feuille de route ministérielle exécutée. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Disponibilité des outils de performance. | | | | | | | |
| Perspectives 2017 | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le processus de préparation du budget ; - Elaborer à temps les rapports physico-financiers de l'exécution du budget ; - Organiser des ateliers d'élaboration et de validation des documents budgétaires et financiers ; - Budgétiser la chaine PPBS. | | | | | | | |

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Pour atteindre les objectifs stratégiques poursuivis, les actions prioritaires ont tourné autour du renforcement du système de sécurité sociale des travailleurs, l'élargissement de la sécurité sociale vers les nouveaux champs personnels en marge du système existant, la promotion des principes de santé et sécurité et de bien-être en milieu de travail, le renforcement des mécanismes de productivité du travail et du maintien de la paix sociale et la promotion et la mise en oeuvre des normes, des principes et droits fondamentaux du travail.

- Le Renforcement du système de sécurité sociale des travailleurs et l'élargissement de la sécurité sociale vers les nouveaux champs personnels en marge du système existant

Dans le cadre de la Promotion d'une sécurité sociale de qualité pour tous, marquée par l'attente de l'aboutissement du processus de mise en oeuvre de la réforme de la sécurité sociale, il a été question d'une part de renforcer l'existant par la sensibilisation des différents acteurs chargés de la collecte et du reversement des cotisations sociales des travailleurs et d'autre part, de relever le niveau des différentes prestations servies tant dans le public que dans le privé.

Par ailleurs, la mise en oeuvre de l'assurance volontaire a permis d'étendre la couverture sociale à toutes les autres catégories socio-économiques encore en marge du système actuel. Ainsi, 36 177 nouveaux assurés volontaires ont été enregistrés. Dans la même veine, les études en vue de la mise en oeuvre de l'assurance maladie se poursuivent. Un groupe de travail technique national a d'ailleurs été mis en place à cet effet, sous l'égide du MINSANTE.

Avec un résultat de 22% de la population active intégrée dans le système de sécurité sociale, il est question de poursuivre la mise en oeuvre de l'objectif stratégique dont l'atteinte est fortement tributaire de l'aboutissement du processus de mise en oeuvre de la réforme de la sécurité sociale.

- Les résultats obtenus et l'atteinte de l'objectif stratégique visant à promouvoir le travail décent dans tous les secteurs d'activités.

La responsabilité du sous-secteur Travail et Sécurité Sociale, conformément aux orientations politiques du Gouvernement assignées au secteur du développement social, est non seulement de préserver les postes de travail, mais aussi de veiller sur les conditions de travail et la sérénité du climat social en entreprise.

Pour ce faire il a été question de créer 226 nouveaux Comités d'Hygiène et de Sécurité en milieu de Travail (CHS), y compris au MINTSS. En effet ces structures représentent de véritables pôles de promotion des principes de santé et de sécurité au travail, qui constitue l'un des piliers du travail décent. Il a également été question d'actualiser le document cadre d'orientation de lutte contre le VIH et le SIDA qui permettra à terme, de mieux adresser les questions de défense des droits des personnes vulnérables dans le monde du travail.

Par ailleurs, vu sous l'angle du renforcement des mécanismes de productivité du travail et du maintien de la paix sociale, les processus de construction de la Permanence syndicale, de redynamisation de

l'Inspection du Travail et d'assainissement du fichier syndical se sont poursuivis en

s'intensifiant. La régulation des relations professionnelles n'a pas été en reste, avec la tenue d'une session de la Commission Nationale Consultative du Travail et 04 sessions du Comité de Concertation et de Suivi du Dialogue Social.

L'atteinte de l'objectif stratégique 2 a enfin été marquée par la promotion et la mise en oeuvre des normes, des principes et droits fondamentaux du travail. C'est dans ce registre que 13 rapports sur l'application des 13 conventions de l'OIT ratifiées par le Cameroun ont été élaborés, 01 Comité d'Orientation a été mis en place pour le cadre institutionnel d'appropriation du PPTD et un Plan d'action de lutte contre des Pires formes de travail des enfants élaboré et transmis pour adoption, aux Services du Premier Ministre.?

3.2. LEÇONS APPRISES

Le nouveau Régime Financier de l'Etat a introduit une réforme budgétaire de fond qui est implémentée progressivement par les Administrations et Institutions. Nous notons certes des manquements au MINTSS, qui traduisent un besoin accru d'accompagnement par les Administrations sectorielles.

Au sein du MINTSS, tous les outils devant accompagner cette réforme, doivent être mis à contribution pour l'atteinte des objectifs y rattachés. Il s'agira en l'occurrence d'assurer l'effectivité du fonctionnement du Comité PPBS et d'implémenter le dialogue de gestion, toutes choses traduisant le rôle central qu'occupe le travail en équipe.

3.3. PERSPECTIVES 2017

- Poursuivre et intensifier toutes les actions prévues dans les différents programmes du MINTSS.